



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud
13800 ISTRES
Site Web: www.symcrau.com

BORDEREAU D'ENVOI

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE
Tél : 04.42.56.64.86
Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le 27 MAI 2019
A
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

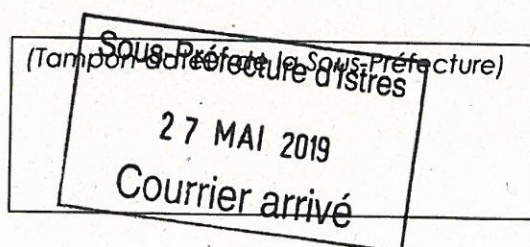
DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Modification de la durée hebdomadaire de travail supérieure à 10% de la durée initiale de l'emploi de gestionnaire administratif et financier	N° 19/19	21 mai 2019

Fait à Istres le 27 MAI 2019

La Présidente du SYMCRAU,
Céline ZAMONIER



ACCUSE DE RECEPTION :
Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :





Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 19/19

Objet de la délibération : Modification de la durée hebdomadaire de travail supérieure à 10% de la durée initiale de l'emploi de gestionnaire administratif et financier

L'an deux mille dix neuf
et le-vingt-un mai
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni,
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

Étaient présents :

- **Membres à voix délibérative :**
M. Gérard BARTOLI, Mme Marylène BONFILLON, M. Vincent BONFILLON, Mme Corine BOUYA, Mme Agnès BRUNET, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Xavier DUFOUR, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS, M. Yves GARCIA, M. Jean GUILLON, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Didier KHELFA, M. Louis LESCOT, M. Jean-Pierre MUTERO, M. Vincent PETISI, M. Louis PHILIPPE, Mme Marie-France SOURD, Mme Céline TRAMONTIN,
- **Pour les membres à voix consultative :** M. Noël ROUQUET
- **Procurations :**
De Monsieur Olivier MICHEL à M. Alain DERVIEUX

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 20 Procurations : 1 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 21
--

Secrétaire de séance : Mme Mireille HENRY

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la délibération N°14/17 en date du 05/10/2017 créant l'emploi de gestionnaire administratif et financier, à une durée hebdomadaire de 28 heures,

VU l'avis favorable du Comité technique en date du 18 avril 2019,

CONSIDERANT la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail de l'emploi de gestionnaire administratif et financier ouvert aux grades d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, et d'adjoint administratif (catégorie C) à temps non complet de 28 heures par semaine, afin de répondre aux besoins croissants du service sur des tâches administratives et financières,

Le Comité :

OUI l'exposé de Mme la Présidente,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

APPROUVE la suppression, à compter du 1^{er} juillet 2019, d'un emploi permanent à temps non complet de 28 heures hebdomadaires de gestionnaire administratif et financier ouvert aux grades d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, et d'adjoint administratif (catégorie C),

APPROUVE la création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps non complet de 31.50 heures hebdomadaires de gestionnaire administratif et financier ouvert aux grades d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, et d'adjoint administratif (catégorie C),

DIT que les crédits correspondants sont prévus au budget de l'exercice,

AUTORISE la Présidente à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Céline TRAMONTA



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.